

Convention collective

IDCC : 878. – **MENSUELS DES INDUSTRIES
MÉTALLURGIQUES DU RHÔNE**
(21 mai 1976)

(Etendue par arrêté du 21 novembre 1986,
Journal officiel du 11 décembre 1986)

ACCORD DU 19 OCTOBRE 2012
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES
POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1251435M
IDCC : 878

Vu les dispositions de l'accord national métallurgie du 17 janvier 1991 institutionnalisant le double barème RMH et taux garantis et portant avenant à l'accord national du 13 juillet 1983 étendu le 1^{er} juillet 1991 ;

Vu les dispositions de l'article L. 2241-2-1 du code du travail selon lesquelles « lorsque le salaire minimum national professionnel des salariés sans qualification au sens du 4^o du II de l'article L. 2261-22 est inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance, les organisations liées par une convention de branche ou, à défaut, par des accords professionnels se réunissent pour négocier sur les salaires »,

les parties signataires conviennent de conforter l'accord du 7 mars 2012 en maintenant la cohérence du barème des rémunérations annuelles garanties annexé à cet accord, et décident que :

Article 1^{er}

Rémunérations annuelles garanties

Le barème des rémunérations annuelles garanties, tel que fixé par l'accord du 7 mars 2012 en vertu de l'article 32 de la convention collective des « Mensuels » des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976, est annulé et remplacé par le nouveau barème 35 heures annexé au présent accord.

Ce barème définit les garanties minimales de rémunérations annuelles applicables à l'ensemble des catégories de personnel visées par la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône.

Les rémunérations annuelles garanties déterminent, sauf garantie légale ou conventionnelle de salaire plus favorable, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun salarié défini comme à l'alinéa précédent ne pourra être rémunéré pour une durée annuelle correspondant à 35 heures de travail hebdomadaire et pour le coefficient considéré.

Les rémunérations annuelles garanties doivent être adaptées proportionnellement à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné et calculées *pro rata temporis* en cas de :

- départ ou entrée en cours d'année ;
- changement de classification (en cours d'année).

Il s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012 et concerne l'ensemble des rémunérations telles que définies à l'article 4 de l'accord du 7 mars 2012 et versées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012.

Article 2

Notification et dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Lyon, le 19 octobre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM du Rhône.

Syndicats de salariés :

CFTC Lyon ;

CFE-CGC Rhône ;

CGT-FO Rhône ;

SYMÉTAL 69 CFDT.

ANNEXE III

Barème II. – Rémunérations annuelles garanties

Proposition d'augmentation

Base 35 heures

(Annexe à l'article 1^{er} de l'accord du 19 octobre 2012)

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS Techniciens	AGENTS de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier
V	3	395		27 397,40	27 397,40	29 314,71
	2	365		25 286,10	AM7 25 286,10	AM7 27 195,67
	1	335		23 255,69	AM6 23 255,69	AM6 25 136,99
	1	305		21 213,05	AM5 21 213,05	AM5 23 019,17
IV	3	285	TA4 20 547,26	19 778,26	AM4 19 778,26	AM4 21 483,24
	2	270	TA3 19 542,50	18 990,93		
	1	255	TA2 18 779,30	18 431,58	AM3 18 431,58	AM3 19 998,54
III	3	240	TA1 18 190,43	17 820,84	AM2 17 820,84	AM2 18 943,98
	2	225		17 520,28		
	1	215	P3 17 787,44	17 224,80	AM1 17 224,80	AM1 17 771,95
II	3	190	P2 17 445,13	17 101,40		
	2	180		17 044,96		
	1	170	P1 17 188,37	17 040,94		
I	3	155	O3 17 040,94	16 980,95		
	2	145	O2 16 985,28	16 965,08		
	1	140	O1 16 944,24	16 944,24		